

Session 4: Quelles stratégies de gestion pour l'adaptation?

Aspects économiques de l'adaptation au changement climatique et le secteur de l'eau

PLAN DE LA PRÉSENTATION

- Travail de l'OCDE sur l'adaptation au changement climatique
- Coûts et bénéfices de l'adaptation
- Stimuler l'adaptation
- Participation du secteur privé



L'OCDE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Organisation intergouvernementale composée de 30 pays (industrialisés)
- Traditionnellement le travail sur le changement climatique porte sur l'atténuation: modèles économiques; analyse politique axée sur les négociations internationales – Mécanisme de Développement Propre (MDP); Mécanisme REDD...
- Le travail sur l'adaptation débute en 2002



TRAVAIL DE L'OCDE SUR L'ADAPTATION: VUE D'ENSEMBLE

- **Analyse Économique:** Évaluation critique des coûts et bénéfices de l'adaptation; modélisation de l'adaptation.
- **Contexte de la Coopération pour le Développement:** Intégration de l'adaptation chez les agences donatrices de l'OCDE & dans les politiques des pays en développement
- **Contexte Domestique OCDE:** Évaluation de l'adaptation au niveau domestique pour les pays de l'OCDE; Analyse des stratégies d'adaptation dans des régions vulnérables (ex. Alpes Européennes).

QU'EST CE QUE L'ADAPTATION

- **Adaptation** = actions pour réduire les impacts négatifs et tirer profit des impacts positifs du changement climatique
- L'adaptation se composera de milliers d'actions des ménages, des entreprises, des pouvoirs publics et de la société civile.
- Les mesures d'adaptation peuvent être entreprises de façon réactive ou anticipative, par un agent privé ou public, et être de type «structurel» ou «comportemental»
- Historiquement les sociétés ont appris à s'adapter aux variations climatiques, **mais beaucoup de sociétés restent mal adaptées**

EXEMPLES DE MESURES D'ADAPTATION

Secteur	Public/privé	Exemples d'adaptation
Eau	<ul style="list-style-type: none"> •Privé •Public 	<ul style="list-style-type: none"> •Améliorer la gestion de l'eau •Dévier/stocker plus d'eau; Délimitation de zones inondables
Santé	<ul style="list-style-type: none"> •Privé •Public 	<ul style="list-style-type: none"> •Se préparer aux catastrophes •Contrôler les vecteurs de maladies; Traiter les personnes infectées
Énergie	<ul style="list-style-type: none"> •Privé •Public 	<ul style="list-style-type: none"> •Nouvelle capacité de refroidissement; Modifier l'isolation •Nouveaux codes de construction
Zones côtières	<ul style="list-style-type: none"> •Privé •Public 	<ul style="list-style-type: none"> •Dévalorisés les bâtiments vulnérables •Construction de digues; Ré-ensablement des plages
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> •Privé •Public 	<ul style="list-style-type: none"> •Changer de cultures cultivées; Modifier le calendrier agricole; Irrigation •Amélioration génétique des cultures

ESTIMATIONS SECTORIELLES DES COÛTS/BÉNÉFICES DE L'ADAPTATION

Secteur	Couverture géographique	Coûts Estimés	Bénéfices Estimés
Eau	Études de cas particuliers	✓	✓
Énergie	Principalement en Amérique du Nord	✓	✓
Infrastructure	Question interdisciplinaire; Études de cas particuliers	✓	–
Zones Côtières	Exhaustive – couverture de la majorité des littoraux	✓	✓
Santé	Très limitée	✓	–
Tourisme	Très limitée – tourisme hivernal	✓	–
Agriculture	Exhaustive – majorité de cultures et de régions agricoles	–	✓

ESTIMATIONS GLOBALES DES COÛTS DE L'ADAPTATION

Études	Coûts Adaptation	Horizon temporel	Pays Inclus	Secteurs
Banque Mondiale (2006)	\$ 9 – 41 milliards/an	Période actuelle	Pays en développement	<i>Non spécifiés</i>
Rapport Stern (2006)	\$ 4 – 37 milliards/an	Période actuelle	Pays en développement	<i>Non spécifiés</i>
Oxfam (2007)	<i>Au moins \$50 milliards/an</i>	Période actuelle	Pays en développement	<i>Non spécifiés</i>
PNUD (2007)	\$86 – 109 milliards/an	2015	Pays en développement	<i>Non spécifiés</i>
CCNUCC (2007)	\$28 – 67 milliards/an	2030	Pays en développement	Agriculture, foresterie, pêche; ressources en eau; santé; zones côtières; infrastructure
CCNUCC (2007)	\$49 – 171 milliards/an	2030	Monde	



MESURES D'ADAPTATION POUR LE SECTEUR DE L'EAU

- Mesures structurelles et technologiques:
 - Réductions des fuites, équipements de plomberie économiseurs d'eau
 - Nouveaux réservoirs, dessalement
 - Mobilisation de nouvelles ressources (eau souterraine)
- Mesures institutionnelles et administratives:
 - Allocation de droits sur l'eau
 - Gestion des risques pour contrer la variabilité des précipitations
 - Autorisation de prélèvement
 - Tarification de l'eau
- Éducation/comportement:
 - Utilisation rationnelle de l'eau
 - Récupération de l'eau de pluie



STIMULER L'ADAPTATION POUR LE SECTEUR DE L'EAU

- Les autorités publiques ont un rôle à jouer:
 - Assurer l'adaptation sous la forme d'un bien public (ex. infrastructure pour l'adaptation)
 - Créer des mesures visant à faciliter l'adaptation
- Instruments économiques à la disposition des pouvoirs publics:
 - Partenariats public-privés (PPP)
- Raisons pour engager le secteur privé:
 - Financement
 - Efficacité dans la gestion et les opérations
 - Recherche et développement (R&D)



PARTICIPATION DU PRIVÉ DANS LE SECTEUR EAU EN FRANCE

- Longue tradition du privé dans la distribution d'eau et de services municipaux (Veolia, Suez, Saur)
- 72 % des services d'eau potable et 55% des services d'assainissement sont privés en 2006 (en terme de population)
- Principaux arrangements contractuels: affermage et concession
- Investissement (eau et assainissement) en France en 2006 de 5.6 milliard Euros dont **713 million Euros** par le privé



ALTÉRATION DE LA GESTION DE L'EAU EN VUE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Nouveaux objectifs de performance pour les opérateurs en affermage
 - Nouvelles normes de qualité de l'eau
 - Gestion des temps de pluie
 - Préservation du patrimoine et des équipements
 - Prévention des risques sanitaires
- Possibilité d'une recrudescence de concessions où le secteur privé devra prendre plus de risque
 - Est-ce que les revenus suivront?



DESIGN D'UN PPP CHAMBOULÉ PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Investissements exacerbés par les risques associés au changement climatique
 - Assurances pour faire face aux risques?
- Les prix du service public devront augmenter
- Qui paiera en bout de ligne?
 - Les usagers, les contribuables? Est-ce viable socialement et politiquement?
- Les gouvernements doivent s'assurer à travers de documents légaux et de spécifications techniques que le secteur privé soit en moyen financier et technique pour répondre aux risques climatiques.



RÔLE DES PPP FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Financement
 - Difficulté pour les partenaires du gouvernement de se financer à un coût raisonnable
- Efficacité
 - Possibilité de réduction des coûts dans les opération et la maintenance
- Innovation
 - Besoin d'une plus grande sensibilité pour adopter de meilleures et de nouvelles technologies.
- Les PPP ne sont pas confirmés comme étant supérieurs car l'augmentation du coût du capital et le manque à gagner dans l'innovation ne seront pas compensés par une meilleure efficacité dans les opérations...

CONCLUSION

- Les pouvoirs publics devront entreprendre une multitude de mesures afin de préparer l'adaptation au changement climatique.
- L'utilisation judicieuse des fonds est aussi importante que sa mobilisation.
- Les contrats des PPP qui incluent déjà les responsabilités et les attentes de chaque partenaire, doivent expliciter les composantes d'adaptation.
- Dans un contexte de changement climatique, nous devons élargir la notion du secteur privé et voir dans quelle mesure les différents acteurs impliqués peuvent contribuer à l'adaptation.